



Résolution N°1 votée par le 22e Congrès National de déi Lénk le 27 avril à Mertert

Érigeons le rempart du progrès social

La montée en force des idéologies réactionnaires n'est plus à nier. En Europe, les partis d'extrême-droite sont récemment sortis renforcés des urnes dans pratiquement toutes les élections, tandis que la plupart des partis traditionnels suivent, voir impulsent, le mouvement de droitisation par conviction ou calcul électoral. L'accaparement du pouvoir aux États-Unis par l'extrême-droite sous la bannière de Donald Trump a donné encore plus d'élan à ce mouvement néfaste en déplaçant constamment les limites de ce qui est pensable et faisable. Le nationalisme, l'autoritarisme, le militarisme, la glorification des rapports de domination et de la loi du plus fort ainsi que la racisation, la misogynie et la déshumanisation, le climatosceptisme et le rejet des personnes LGBTQIA+ en sont les éléments constitutifs qui ne manqueront pas de semer la violence et le chaos.

Cette dynamique politique s'alimente de la détresse et du manque de perspectives des classes populaires, dont une partie voit ses demandes, ses peurs, ses frustrations et ses colères captées et redirigées par les forces d'extrême-droite dans un sens antidémocratique et anti-égalitaire. Les ravages causés par des décennies de politiques néolibérales, par la redistribution massive de la richesse du bas vers le haut, par les politiques de dérégulation et de démantèlement des services publics ont créé dans de nombreux pays les conditions propices à l'ascension de forces politiques réactionnaires, porteuses de projets autoritaires et antisociaux. Or ces dernières, loin de se soucier du sort des personnes défavorisées, n'ont d'autre but que d'accentuer les hiérarchies sociales. Car au vu de tous, les élites économiques et politiques s'en prennent aux droits démocratiques, afin de préserver leurs privilèges toujours grandissants face aux demandes populaires légitimes.

déi Lénk, ensemble avec les forces progressistes du monde politique, syndical et associatif, est plus que jamais déterminé à engager la lutte. L'idéologie de l'extrême-droite ne se combat ni par les connivences, ni par les appels moralisateurs. Il faut faire front de manière collective, lutter ensemble contre la haine et les clivages, démasquer les mensonges et s'attaquer aux causes profondes du malaise des classes populaires. Face aux messages de haine, il faut opposer la solidarité. Face aux mensonges, il faut démasquer les forces et les intérêts qui sont à l'œuvre. Face à l'idéologie de la concurrence économique effrénée, il faut construire la coopération entre partenaires. Face à la détresse des classes populaires, il faut ériger le rempart du progrès social.

Si le Luxembourg semble pour l'instant encore relativement préservé du phénomène, comparé à d'autres pays, il ne faut pas se leurrer. La progression des idées réactionnaires et du discours haineux est plus que palpable et continuera à faire son chemin si elle n'est pas combattue de manière acharnée. Ceci est d'autant plus vrai que le gouvernement CSV-DP commet la grossière erreur d'ouvrir la voie à l'extrême-droite. En accélérant la pompe à richesse du bas vers le haut, en s'attaquant aux droits des salarié.e.s et aux droits des retraité.e.s, en bousculant les syndicats et la société civile, en abandonnant les politiques environnementales et en endossant le discours sécuritaire et identitaire, le gouvernement joue à l'apprenti sorcier en alimentant la matrice nourricière de l'extrême-droite.

Ainsi, les membres de déi Lénk, réuni.e.s en Congrès national à Mertert le 27 avril 2025, sont convaincus de la nécessité d'opposer au gouvernement CSV-DP une alternative politique basée sur le partage des richesses, la solidarité, l'amélioration matérielle des conditions de vie pour le plus grand

nombre et la protection de l'environnement. Nous sommes déterminé.e.s à promouvoir et à défendre avec une rigueur renouvelée l'entièreté de notre programmation anticapitaliste, écosocialiste et antimilitariste, telle que nous l'avons arrêtée en amont des élections législatives en 2023.

Face à l'actualité du moment, une priorité consistera à empêcher toute fragilisation de notre système de protection sociale. Les forces réactionnaires sont en train d'avancer leurs pions pour s'attaquer plus particulièrement à notre système de retraite par répartition, universel, solidaire, intergénérationnel et démocratique. Afin d'y faire barrage, nous poursuivrons notre campagne publique ardue pour démasquer leurs intentions et pour promouvoir nos propositions qui visent à assurer la longévité du système actuel, tout en garantissant des montants adéquats pour se protéger contre la pauvreté.

Nous sommes également confrontés à des attaques multiples du gouvernement d'une violence rarement vue au Luxembourg contre les droits syndicaux et les droits des salarié.e.s. Or, la mise en cause du droit exclusif des syndicats représentatifs de négocier les conventions collectives, la libéralisation des heures d'ouverture et la dérégulation du travail dominical ne sont que les éléments précurseurs d'un agenda antisocial plus large qui ne tardera pas à se matérialiser s'il n'est pas farouchement combattu dès le début. C'est pourquoi nous rallierons nos forces à celles des syndicats, des salarié.e.s. et des retraité.e.s pour engager la lutte avec détermination et solidarité. Nous militerons plus particulièrement pour un renforcement du pouvoir de négociation des syndicats, pour une diminution du temps de travail et pour une régulation des nouvelles formes d'exploitation introduits par les plateformes numériques.

Mais l'agenda réactionnaire du gouvernement ne se limite pas aux sphères économiques et sociales, il met également en cause les libertés publiques au Luxembourg. La politique autoritaire gagne en intensité par paliers avec la criminalisation de la mendicité (« Heescheverbuet »), l'extension des expulsions des lieux publics (« Platzverweis renforcé ») et les tentatives de limiter le droit de manifester. Cette dérive autoritaire, qui morcelle les libertés civiles à coups de pioche, est d'une dangerosité particulière et requiert toute notre vigilance. L'opposition doit être organisée dans les institutions et dans la rue.

Cependant, il ne suffit pas de simplement vouloir défendre les droits acquis. Nous devons constamment faire avancer le progrès social et améliorer les conditions de vie de la population.

C'est pourquoi nous comptons notamment renforcer les droits des femmes à l'autodétermination en ralliant la population derrière notre proposition qui vise à ancrer le droit à l'interruption volontaire de grossesse et le droit à la contraception dans la constitution luxembourgeoise. C'est pourquoi nous voulons faire baisser les prix de l'énergie à travers une réintroduction du plafonnement et une expansion des énergies renouvelables sur fonds publics. C'est pourquoi nous remettons à l'agenda politique la nécessité d'une politique climatique et environnementale qui vise à lier l'action écologiste à la socialisation des moyens de production par en bas, sous contrôle du plus grand nombre et de leurs communautés, la redistribution des richesses et l'instauration d'une démocratie participative.

Enfin, ultime priorité et non la moindre, il est urgent d'intensifier encore notre lutte pour une politique du logement alternative qui opère un réel changement de paradigme. Les gens ordinaires doivent réserver une partie toujours plus importante de leur revenu pour assurer le remboursement des prêts ou le paiement des loyers, tandis qu'une minorité de riches se remplit les poches de manière obscène. Cette situation est insupportable et ne peut durer. Nous mettrons en avant plus particulièrement nos propositions élaborées en vue de l'élargissement du parc locatif public, du plafonnement des loyers, de la stabilisation de prix immobiliers à la vente et de la baisse des taux

d'intérêt. En même temps, nous exigeons une interdiction des pratiques scandaleuses qui permettent de faire des profits sur le dos des gens qui sont dans le besoin de se loger.

Les membres de déi Lénk sont conscients qu'il faut redoubler d'efforts pour rallier le plus grand nombre à nos idées et à notre cause et que ces efforts dépendent de l'engagement et de la capacité de mobilisation de nous tous. Ainsi, nous appelons toutes les personnes qui partagent les opinions exprimées par la présente résolution à nous rejoindre.

Mertert, le 27 avril 2025